

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION EXTRAORDINAIRE DE 2003

20 AOÛT 2003

Proposition de loi complétant l'article 50 de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées par une disposition relative au droit au congé d'allaitement et aux pauses d'allaitement

(Déposée par Mme Sabine de Bethune)

TOELICHTING

La présente proposition de loi reprend le texte d'une proposition qui a déjà été déposée au Sénat le 2 janvier 2002 (doc. Sénat, n° 2-998/1 — 2001/2002).

1. Introduction

Plusieurs études scientifiques ont attiré l'attention sur les avantages de l'allaitement maternel pour la mère et pour l'enfant. Des organisations internationales telles que l'Organisation mondiale de la santé, l'UNICEF et son organisation partenaire, l'Alliance mondiale pour l'allaitement maternel (WABA) militent partout dans le monde pour la protection et la promotion de l'allaitement maternel. L'OMS a fait récemment, en la matière, une recommandation qui peut servir de référence. En effet, la résolution EB107.R16 concernant la nutrition chez le nourrisson et le jeune enfant qui a été adoptée au cours de la 54^e Assemblée mondiale de la santé, le 19 mai 2001, préconise l'allaitement maternel pendant 6 mois.

Le nombre de femmes qui, en Belgique, allaitent leur enfant jusqu'à l'âge de six mois atteint à peine 10%. Ce faible pourcentage est lié à l'absence d'une

BELGISCHE SENAAAT

BUITENGEWONE ZITTING 2003

20 AUGUSTUS 2003

Wetsvoorstel tot aanvulling van artikel 50 van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de Krijgsmacht, met een bepaling over het recht op borstvoedingsverlof en borstvoedingspauzes

(Ingediend door de mevrouw Sabine de Bethune)

DÉVELOPPEMENTS

Dit wetsvoorstel neemt de tekst over van een voorstel dat reeds op 2 januari 2002 in de Senaat werd ingediend (stuk Senaat, nr. 2-998/1 — 2001/2002).

1. Inleiding

In tal van wetenschappelijke studies is gewezen op de voordelen van borstvoeding voor moeder en kind. Internationale organisaties zoals de Wereldgezondheidsorganisatie, UNICEF en haar partnerorganisatie WABA (*World Alliance for Breastfeeding Action*) zetten zich wereldwijd in voor de bescherming en de promotie van borstvoeding. Richtinggevend is de recente aanbeveling van de WGO. Met name werd in resolutie EB107.R16 over de voeding van zuigelingen en jonge kinderen, aangenomen tijdens de 54^e Wereldgezondheidsvergadering op 19 mei 2001, aanbevolen borstvoeding te geven gedurende 6 maanden.

Het aantal borstvoedingen tot zes maanden bedraagt in België amper 10%. Dat houdt verband met het ontbreken van een borstvoedingscultuur én

culture de l'allaitement et des équipements nécessaires permettant aux jeunes femmes de combiner allaitement et activité professionnelle.

Comme bon nombre de mères souhaitent continuer à allaiter leur enfant après avoir repris leur travail, nous considérons qu'il y a lieu de prévoir une réglementation légale consacrant le droit de combiner l'allaitement maternel avec l'exercice d'un travail.

Les femmes qui font partie du personnel militaire avaient droit, jusqu'au mois d'avril 2001, à un congé d'allaitement de trois mois à compter de la fin de leur congé de maternité. La présente proposition prévoit la réinstauration de ce droit, avec attribution d'une rémunération, ainsi que l'instauration du droit à une pause d'allaitement rémunérée de deux heures par jour jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge d'un an.

2. L'importance de l'allaitement maternel

L'on peut affirmer que le droit à l'allaitement est un droit tant de la mère que de l'enfant. Le fait d'allaiter a une importance affective considérable et renforce le lien entre la mère et l'enfant. L'allaitement accélère le rétablissement de la mère. Plusieurs études scientifiques ont montré que, sur le plan nutritionnel, l'allaitement maternel réunit toutes les qualités d'un modèle alimentaire rationnel et différencié. Elles attirent l'attention notamment sur la haute valeur biologique du lait maternel, sur sa très bonne digestibilité et sur la protection qu'il offre contre diverses maladies infectieuses et contre diverses allergies.

Des recherches récentes l'ont encore confirmé. C'est ainsi que les fabricants de lait en poudre examinent par exemple comment l'on pourrait obtenir de l'acide arachidonique (AA), un composant essentiel du lait maternel, en vue de l'incorporer dans leur produit (« *Het Belang van Limburg* », 4 octobre 2001). L'acide arachidonique (AA) est un acide gras qui favorise le développement du système nerveux et du cerveau. La production d'acide arachidonique constituerait donc un progrès important dans la mesure où il permettrait d'enrichir le lait en poudre dont on nourrit les bébés que leur mère ne peut pas allaiter pour une raison ou une autre. Mais les recherches en la matière ont également mis en évidence la haute valeur nutritive du lait maternel.

3. L'ecadre internationale des mesures à prendre pour concilier l'allaitement maternel avec le travail rémunéré

Ainsi que nous l'avons dit, le droit à l'allaitement maternel est un droit tant de la mère que de l'enfant.

van de nodige voorzieningen voor jonge moeders om borstvoeding met een baan te combineren.

Vanuit de vaststelling dat heel wat moeders ook na het hervatten van de arbeid borstvoeding wensen verder te zetten, menen wij dat er nood is aan een wettelijke regeling die de combinatie van arbeid en borstvoeding onderbouwt.

Vrouwen bij het militair personeel hadden tot vóór april 2001 recht op borstvoedingsverlof voor een periode van drie maanden na het verstrijken van het moederschapsverlof. Het voorliggend voorstel voorziet in een (her)invoering van dit recht en een bezoldiging ervan en daarnaast in het recht op twee uur betaalde borstvoedingspauze per dag, tot het kind de leeftijd van één jaar heeft bereikt.

2. Het belang van borstvoeding

We kunnen stellen dat het geven van borstvoeding een recht is voor moeder en kind. Het geven van borstvoeding heeft een belangrijke affectieve waarde, het versterkt de band tussen moeder en kind. Het geven van borstvoeding leidt ook tot een vlugger herstel van de moeder. Op het vlak van voedingswaarde blijkt uit verschillende wetenschappelijke studies dat borstvoeding alle kwaliteiten van een verantwoord en gedifferentieerd voedingspatroon verenigt. Gewezen wordt onder meer op de grote biologische waarde van moedermelk, de zeer goede verteerbaarheid en de bescherming tegen diverse infectieziekten en allergieën.

Door recente onderzoeken worden deze inzichten nog versterkt. Zo onderzoeken fabricanten van poedermelk bijvoorbeeld op welke manier het essentiële bestanddeel arachidonzuur of AA, dat met moedermelk wordt meegegeven, kan ontwikkeld worden om het vervolgens toe te voegen aan moedermelk (*Het Belang van Limburg*, 4 oktober 2001). AA is een vetzuur dat de groei van het zenuwstelsel en de ontwikkeling van de hersenen bevordert. Een belangrijke ontwikkeling voor de verrijking van poedermelk voor die baby's die om bepaalde redenen geen borstvoeding krijgen, maar de onderzoeken onthullen tegelijk de voedingswaarde van moedermelk.

3. Het internationale kader inzake de combinatie van borstvoeding en betaalde arbeid

Zoals we stelden is borstvoeding een recht in het belang van moeder en kind. Verschillende internatio-

Plusieurs organisations internationales ont coulé cette constatation dans des directives. L'adoption récente de la recommandation de l'OMS préconisant l'allaitement maternel jusqu'à l'âge de 6 mois a mis fin à la discussion sur la question de savoir s'il devait être de «4 à 6 mois» ou de «6 mois». Une fois que l'enfant a atteint l'âge de 6 mois, on peut commencer à lui donner une alimentation de complément, en fonction de son état de santé et de ses besoins.

Cela veut dire que les mères qui choisissent d'allaiter leur enfant doivent, à l'issue de leur congé de maternité, qui est de 3 mois en Belgique, avoir droit à un congé d'allaitement d'une durée de 3 mois. Elles doivent en outre avoir droit à des pauses d'allaitement pendant les heures de travail pour pouvoir continuer à allaiter leur enfant ou pour pouvoir tirer leur lait.

Des initiatives politiques nationales visant à permettre aux mères de nourrir leur enfant (exclusivement) au lait maternel jusque l'âge de 6 mois ont déjà été encouragées dans le cadre de la déclaration d'Innocenti sur la protection, l'encouragement et le soutien de l'allaitement maternel, le document final de l'assemblée OMS/UNICEF sur le thème de «l'allaitement maternel dans les années 90» (Venise, 1^{er} août 1990).

La déclaration d'Innocenti incitait aussi à créer des comités nationaux pour la promotion et la protection de l'allaitement maternel (en Belgique, ce comité est dénommé «Comité fédéral de l'allaitement maternel», voir *Moniteur belge* du 2 décembre 1999) et à appliquer le «Code international de commercialisation des substituts du lait» qui a trait notamment à la publicité relative aux préparations pour nourrissons et à la distribution d'échantillons gratuits aux jeunes mères. Ce code international a été transposé partiellement dans la directive européenne 91/321/CEE du 14 mai 1991 concernant les préparations pour nourrissons et les préparations de suite. La directive européenne a été à son tour transposée partiellement dans l'arrêté du 27 septembre 1993 relatif aux denrées alimentaires destinées à une alimentation particulière.

La Belgique est aussi tenue de réglementer le droit aux pauses d'allaitement pendant le travail conformément à la Charte sociale européenne qu'elle a ratifiée le 16 octobre 1990. La Belgique a ainsi pris l'engagement de mettre en œuvre l'ensemble des dispositions, y compris l'article 8.3.

Aux termes de cet article, les parties signataires s'engagent «en vue d'assurer l'exercice effectif du droit des travailleuses à la protection de la maternité,

nale organisaties concretiseerden deze vaststelling via richtlijnen. De recente goedkeuring van de aanbeveling van de WGO «uitsluitend borstvoeding tot 6 maanden» maakte een einde aan de discussie «4 tot 6 maanden» of «6 maanden». Na 6 maanden kan met bijvoeding begonnen worden, steeds afhankelijk van de gezondheid en noden van het kind.

Dit wil zeggen dat moeders die ervoor kiezen hun kind borstvoeding te geven, na het moederschapverlof — dat in België 3 maanden bedraagt — over een recht op borstvoedingsverlof moeten kunnen beschikken voor een periode van 3 maanden. Daarnaast moeten zij kunnen beschikken over het recht op borstvoedingspauzes tijdens het werk om de borstvoeding verder te kunnen zetten of om moedermelk af te kolven.

Nationale beleidsinitiatieven om moeders in staat te stellen (uitsluitend) borstvoeding te geven tot hun kind 6 maanden oud is, werden eerder reeds aangemoedigd in de *Innocenti Declaration on the Protection, Promotion and Support of Breastfeeding*, het uitkomstdocument van de WGO/UNICEF-meeting over «Breastfeeding in the 1990's» (Venetië, 1 augustus 1990).

In de Innocenti-verklaring werd ook aangestuurd op de oprichting van nationale comités voor de promotie en de bescherming van borstvoeding (in België opgericht onder de benaming «Federaal Borstvoedingcomité», zie *Belgisch Staatsblad* van 2 december 1999) en de naleving van de «International Code of Marketing of Breast-Milk Substitutes», die onder meer betrekking heeft op reclame voor zuigelingenvoeding en het uitdelen van gratis stalen aan jonge moeders. Deze internationale code werd gedeeltelijk omgezet in de Europese richtlijn 91/321/EEG van 14 mei 1991 betreffende de onderlinge aanpassingen van de wetgevingen van de lidstaten inzake volledige zuigelingenvoeding en opvolgzuigelingenvoeding. De Europese richtlijn werd op haar beurt gedeeltelijk omgezet in het koninklijk besluit van 27 september 1993 betreffende voedingsmiddelen voor bijzondere voeding.

België is tevens gehouden het recht op borstvoedingspauzes tijdens het werk te regelen in overeenstemming met het Europees Sociaal Handvest. België ratificeerde het Europees Sociaal Handvest op 16 oktober 1990. Daarmee heeft België het engagement op zich genomen om uitvoering te geven aan het geheel van de bepalingen, inclusief artikel 8.3.

Luidens dit artikel verplichten de overeenkomstsluitende partijen zich ertoe, «om de onbelemmerde uitoefening van het recht van vrouwelijke werkne-

à assurer aux mères qui allaitent leurs enfants des pauses suffisantes à cette fin».

Cette disposition a toujours été interprétée comme une obligation de prévoir des pauses d'allaitement rémunérées.

Nous renvoyons enfin à la Convention relative à la protection de la maternité, qui a été approuvée le 15 juin 2000 par l'Organisation internationale du travail (Convention OIT 183).

L'article 10 de cette convention est rédigé comme suit:

«1. La femme a droit à une ou plusieurs pauses quotidiennes ou à une réduction journalière de la durée du travail pour allaiter son enfant.

2. La période durant laquelle les pauses d'allaitement ou la réduction journalière du temps de travail sont permises, le nombre et la durée de ces pauses ainsi que les modalités de la réduction journalière du temps de travail doivent être déterminés par la législation et la pratique nationales. Ces pauses ou la réduction journalière du temps de travail doivent être comptées comme temps de travail et rémunérées en conséquence.»

La Belgique est donc tenue d'adapter sa législation pour pouvoir ratifier la convention.

Dans sa réponse à une demande d'explications de l'auteur de la présente proposition de loi (n° 2-566, *Annales* 2-148, 18 octobre 2001) sur «la ratification de la Convention sur la protection de la maternité de l'Organisation internationale du travail», la ministre Onkelinx a déclaré qu'«il est clair que la Convention de l'Organisation internationale du travail doit être appliquée tant dans le secteur privé que dans le secteur public». La ministre estime que pour ce qui est du secteur privé — et plus précisément de toutes les travailleuses relevant de la Convention OIT, c'est-à-dire toutes les femmes qui travaillent sous l'autorité d'une autre personne dans les liens d'un contrat de travail —, le droit au congé d'allaitement sera réglé par la voie d'une convention collective de travail. La ministre estime en outre que, pour ce qui est du secteur public, le droit aux pauses d'allaitement devra être garanti au moyen d'une initiative législative.

La présente proposition entend contribuer à une ratification rapide de la Convention OIT sur la protection de la maternité en vue de donner aux mères le droit à un congé d'allaitement et à des pauses d'allaitement.

mers op bescherming te waarborgen, te bepalen dat moeders die hun zuigelingen voeden daartoe voldoende tijd krijgen».

Dat werd steeds geïnterpreteerd als de verplichting te voorzien in bezoldigde borstvoedingspauzes.

Wij verwijzen ten slotte ook naar het Verdrag over moederschapsbescherming dat op 15 juni 2000 door de Internationale Arbeidsorganisatie (IAO-conventie 183) werd goedgekeurd.

Artikel 10 van dit verdrag bepaalt:

«1. A woman shall be provided with the right to one or more daily breaks or a daily reduction of hours of work to breastfeed her child.

2. The period during which nursing breaks or the reduction of daily hours of work are allowed, their number, the duration of nursing breaks and the procedures for the reduction of daily hours of work shall be determined by national law and practice. These breaks or the reduction of daily hours of work shall be counted as working time and remunerated accordingly.»

België is er dus toe gehouden zijn wetgeving aan te passen om het verdrag te kunnen ratificeren.

In haar antwoord op een vraag om uitleg van de indienster van het voorliggend wetsvoorstel (nr. 2-566, *Handelingen* 2-148, 18 oktober 2001) over de ratificatie van het Verdrag van de Internationale Arbeidsorganisatie over de moederschapsbescherming antwoordde minister Onkelinx: «Het is duidelijk dat de Conventie van de Internationale Arbeidsorganisatie moet worden toegepast, zowel in de particuliere sector als in de openbare sector.» Volgens de minister zou voor de particuliere sector — en meer bepaald voor alle werknemers die vallen onder het IAO-verdrag, namelijk iedere vrouw die in het kader van een arbeidsbetrekking werkt onder het gezag van een andere persoon — het recht op borstvoedingsverlof via een collectieve arbeidsovereenkomst geregeld worden. Voor de openbare sector zou het recht op borstvoedingspauzes, aldus de minister, via een wetgevend initiatief gegarandeerd moeten worden.

Dit voorstel wil bijdragen tot een spoedige ratificatie van het IAO-verdrag over de moederschapsbescherming teneinde moeders het recht te geven op borstvoedingsverlof en borstvoedingspauzes.

Dans la ligne de la Convention OIT, nous renvoyons à la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne (2000/C 364/01) qui entend par «maternité» la période allant de la conception à l'allaitement(1).

Nous renvoyons enfin aux recommandations de la Commission des Communautés européennes [COM(2000) 466](2) relatives à la mise en œuvre de la directive européenne 92/85/CEE concernant la protection des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes(3). Dans son document, la Commission recommande notamment de prévoir une protection spécifique pour les femmes qui travaillent dans les forces armées, pour celles qui travaillent dans la police et pour celles qui exercent certaines activités spécifiques au sein des services de protection civile(4).

4. L'allaitement en Belgique

Il ressort de deux études qui ont été menées parallèlement dans la partie néerlandophone et dans la partie francophone du pays, en avril 1996, que, dans les maternités flamandes, 56% à peine des femmes et, dans les maternités francophones, 68% à peine des femmes donnent le sein à leur enfant.

Au bout d'environ trois mois — au moment où la plupart des mères qui travaillent à l'extérieur reprennent leur activité — le pourcentage de nourrissons allaités par leur mère retombe à environ la moitié des pourcentages précités. Au bout de six mois, 10% à peine des mères donnent encore le sein à leur enfant.

Les causes de ce taux d'allaitement fort bas dans notre pays sont diverses.

Force est de constater tout d'abord qu'en Belgique, on ne peut toujours pas parler d'une «culture de l'allaitement maternel», malgré les efforts de certains organismes publics comme Kind en Gezin et de certaines organisations non gouvernementales. Malgré

(1) Conseil de l'Union européenne, décembre 2000, Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, explications relatives au texte complet de la charte (p. 50, explication relative à l'article 33 de la charte).

(2) COM(2000) 466 — Communication de la Commission sur les lignes directrices concernant l'évaluation des agents chimiques, physiques et biologiques ainsi que des procédés industriels considérés comme comportant un risque pour la sécurité ou la santé des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes (directive 92/85/CEE du Conseil).

(3) Directive du Conseil, du 19 octobre 1992, concernant la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes au travail (dixième directive particulière au sens de l'article 16, § 1^{er}, de la directive 89/391/CEE).

(4) Commission des Communautés européennes, COM(2000) 466, p. 8.

In dezelfde lijn van het IAO-verdrag verwijzen we naar het Handvest van de grondrechten van de Europese Unie (2000/C 364/01) waarin onder «moederschap» het «tijdvak van de conceptie tot en met borstvoeding» verstaan wordt(1).

Ten slotte verwijzen we naar de aanbevelingen van de Commissie van de Europese Gemeenschappen [COM(2000) 466](2) betreffende de tenuitvoerlegging van Europese richtlijn 92/85/EEG over de bescherming van werkneemsters tijdens de zwangerschap, na de bevalling en tijdens de lactatie(3). De Commissie beveelt in haar document onder meer een specifieke bescherming aan voor het vrouwelijk personeel van de politiediensten, het vrouwelijk militair personeel en voor vrouwen die andere specifieke activiteiten vervullen in de civiele bescherming(4).

4. Borstvoeding in België

Uit twee onderzoeken die in april 1996 parallel werden uitgevoerd in Nederlandstalig en Franstalig België blijkt dat amper 56% van de vrouwen in Vlaamse en 68% in Franstalige kraamafdelingen met borstvoeding starten na de geboorte.

Na ongeveer drie maanden — het tijdstip waarop de meeste buitenhuiswerkende moeders de arbeid hervatten — daalt het percentage zuigelingen dat borstvoeding krijgt tot ongeveer de helft van de geschetste percentages. Amper 10% van de moeders geeft na zes maanden nog borstvoeding.

Dit lage borstvoedingscijfer in ons land heeft verschillende oorzaken.

Ten eerste is er de vaststelling dat we in België nog steeds niet kunnen spreken van een «borstvoedingscultuur», de inzet van overheidsinstellingen zoals Kind en Gezin en niet-gouvernementele organisaties ten spijt. Ondanks hun promotiecampagnes

(1) Raad van de Europese Unie, december 2000, Handvest van de grondrechten van de Europese Unie, toelichting bij de volledige tekst van de handvest (blz. 50, toelichting bij artikel 33 van het handvest).

(2) COM(2000) 466 — *Communication from the Commission on the guidelines on the assessment of the chemical, physical and biological agents and industrial processes considered hazardous for the safety or health of pregnant workers and workers who have recently given birth or are breastfeeding (Council Directive 92/85/EEC)*.

(3) Richtlijn van de Raad van 19 oktober 1992 inzake de tenuitvoerlegging van maatregelen ter bevordering van de verbetering van de veiligheid en de gezondheid op het werk van werkneemsters tijdens de zwangerschap, na de bevalling en tijdens de lactatie (tiende bijzondere richtlijn in de zin van artikel 16, lid 1, van richtlijn 89/391/EEG).

(4) Commissie van de Europese Gemeenschappen, COM(2000) 466, blz. 8.

leurs campagnes de promotion et l'encadrement personnel des jeunes mamans, on constate que l'éducation, l'enseignement et les formations en soins de santé pèchent par un manque structurel d'information sur l'allaitement maternel et consacrent trop peu d'attention à celui-ci.

Un deuxième facteur important qui peut expliquer le taux peu élevé d'enfants nourris au sein dans notre pays réside dans le fait que notre législation sociale n'est pas adaptée à la réalité de l'allaitement maternel. La Belgique ne reconnaît toujours pas le droit général au congé d'allaitement ou aux pauses d'allaitement. Le congé d'allaitement ne peut être obtenu que de deux manières : ou bien à titre de congé d'allaitement « prophylactique » imposé pour des raisons médicales, la femme recevant une allocation d'incapacité de travail égale à 60 % de sa rémunération plafonnée, ou bien sur la base d'une CCT, auquel cas il est le plus souvent non rémunéré. La plupart des mères doivent dès lors soit interrompre leur carrière ou prendre un congé parental, soit rester simplement à la maison sans bénéficier d'aucune forme d'indemnité. Il est fréquent toutefois que celles qui restent chez elles bénéficient d'un congé de maladie et reçoivent une indemnité à charge de l'assurance maladie.

5. Historique du droit au congé d'allaitement pour les femmes faisant partie du personnel militaire

Les femmes faisant partie du personnel militaire avaient droit au congé d'allaitement, mais ce droit a été supprimé sans concertation syndicale. Selon le ministre Flahaut, on a suivi en cela les règles applicables dans la fonction publique où le congé d'allaitement n'existe pas.

Cette suppression va à l'encontre, d'une part, des conceptions actuelles sur l'équilibre entre la vie familiale et la vie professionnelle et pour les hommes et pour les femmes et, d'autre part, des efforts visant à trouver une solution à certains problèmes spécifiques des femmes au sein des forces armées.

Le droit au congé d'allaitement pour les femmes faisant partie du personnel militaire était régi, avant les réformes récentes, par l'article 50 de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées. Les femmes militaires pouvaient ainsi obtenir, à leur demande, un congé d'allaitement d'une durée de trois mois à compter de la fin de leur congé de maternité, cette période étant assimilée à une période de service actif non rémunéré.

L'avant-projet de loi (version du 18 juin 1997) relatif aux statuts du personnel militaire, qui a été discuté le 11 septembre 1997 avec les organisations syndicales, prévoyait lui aussi, en son article 91, § 4, le droit au congé d'allaitement d'une durée maximale de trois

en personnelle begeleiding van jonge moeders is er op structurele basis onvoldoende informatie over en aandacht voor borstvoeding in de opvoeding, in het onderwijs en in opleidingen in de gezondheidszorg.

Een tweede belangrijke factor die het lage borstvoedingspercentage in ons land kan verklaren, is het feit dat onze sociale wetgeving niet is aangepast aan de realiteit van borstvoeding. België kent nog steeds geen algemeen recht op borstvoedingsverlof of borstvoedingspauzes. Borstvoedingsverlof kan slechts op twee manieren verkregen worden: ofwel als « profylactisch » borstvoedingsverlof dat om medische redenen verplicht wordt opgelegd en waarbij de vrouw een arbeidsongeschiktheidsuitkering van 80 % van het begrensde loon ontvangt, ofwel op grond van een CAO, waarbij het borstvoedingsverlof meestal onbezoldigd is. De meeste moeders zijn dan ook verplicht hetzij een beroep te doen op loopbaanonderbreking of ouderschapsverlof, hetzij gewoon thuis te blijven, zonder enige vorm van uitkering. In het laatste geval gebeurt het wel frequent dat deze vrouwen ziekteverlof wordt toegekend, met een uitkering op kosten van de ziekteverzekering.

5. Historiek van het recht op borstvoedingsverlof voor vrouwen bij het militair personeel

Het recht op borstvoedingsverlof bestond voor vrouwen bij het militair personeel, maar werd afgeschaft zonder syndicaal overleg. Volgens minister Flahaut werden hiertoe de regelingen voor het openbaar ambt gevolgd, waar het recht op borstvoedingsverlof niet bestaat.

Deze afschaffing gaat in tegen de huidige opvattingen over het evenwicht tussen gezin en arbeid voor mannen en vrouwen en druist in tegen de inspanningen om tegemoet te komen aan specifieke situaties van vrouwen bij de Krijgsmacht.

Het recht op borstvoedingsverlof voor het vrouwelijk militair personeel was vóór de recente hervormingen geregeld in artikel 50 van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de Krijgsmacht. Hierdoor kon het vrouwelijk personeelslid op haar aanvraag, verlof wegens borstvoeding bekomen voor een periode van drie maanden na het verstrijken van het moederschapsverlof, tellende als werkelijk dienst, maar zonder bezoldiging.

In het voorontwerp van wet (versie van 18 juni 1997) inzake de rechtstoestanden van het militair personeel, dat op 11 september 1997 besproken werd met de vakorganisaties, voorzag artikel 91, § 4, eveneens in het recht op borstvoedingsverlof. De

mois avec assimilation à une période de service actif non rémunéré.

L'avant-projet de loi relative aux statuts du personnel militaire (doc. Chambre, n° 50-975/1) soumis pour avis au Conseil d'État, prévoyait également ce droit en son article 120, § 4.

L'avis du Conseil d'État concernant l'article 120 s'énonçait comme suit:

«1. Tant la loi du 16 mars 1971 sur le travail (article 39) que l'arrêté royal du 19 novembre 1998 relatif aux congés et aux absences accordés aux membres du personnel des administrations de l'État (article 25) prennent en considération les naissances multiples. Ainsi, le congé de maternité peut débiter, en cas de naissances multiples, la neuvième semaine qui précède la date présumée de l'accouchement. Le Conseil d'État n'aperçoit pas pour quelle raison objective cette distinction n'est pas consacrée par le texte en projet.

2. Les textes régissant le congé de maternité ont également été adaptés pour tenir compte des mesures de protection édictées par la directive 92/85/CEE du Conseil du 19 octobre 1992 concernant la mise en œuvre de mesures visant à promouvoir l'amélioration de la sécurité et de la santé des travailleuses enceintes, accouchées ou allaitantes au travail.

C'est ainsi qu'un congé prénatal est accordé afin de permettre à l'agent féminin enceinte qui est en activité de service, de se rendre à des examens médicaux lorsque ceux-ci ne peuvent avoir lieu en dehors des heures de services. Ce congé est assimilé à une période d'activité de service.

Il conviendrait que les textes en projet tiennent compte de ces mesures de protection. Ainsi en va-t-il également du travail de nuit des femmes pendant leur grossesse.

Les dispositions en projet doivent en conséquence être complétées sur ces différents points.»

Dans son avis en la matière, le Conseil d'État ne préconise donc pas la suppression du droit au congé d'allaitement; il prône au contraire une protection complémentaire de la maternité notamment par l'octroi d'un congé prénatal pour examens médicaux et par l'adoption des dispositions nécessaires pour ce qui est du travail de nuit des femmes pendant leur grossesse.

Il convient en outre de se reporter à cet égard aux recommandations de la Commission des Communautés européennes [COM (2000) 466] concernant la mise en œuvre de la directive 92/85/CEE visée dans

voorwaarden betroffen eveneens een maximumduur van drie maanden en gelijkstelling met een periode van werkelijke dienst zonder bezoldiging.

Het voorontwerp van wet inzake de rechtstoestan- den van het militair personeel (stuk Kamer, nr. 50-975/1) dat voor advies werd voorgelegd aan de Raad van State, hernam eveneens dit recht, onder arti- kel 120, § 4.

Het advies van de Raad van State betreffende arti- kel 120 luidde als volgt:

«1. Zowel de arbeidswet van 16 maart 1971 (arti- kel 39) als het koninklijk besluit van 19 november 1998 betreffende de verloven en afwezigheden toege- staan aan de personeelsleden van de rijksbesturen (artikel 25) nemen geboorten van meerlingen in aan- merking. Wanneer de geboorte van een meerling wordt verwacht, kan het zwangerschapsverlof aldus ingaan vanaf de negende week vóór de vermoedelijke datum van de bevalling. Het is de Raad van State niet duidelijk om welke objectieve reden dat onderscheid niet in de ontworpen tekst wordt vermeld.

2. De regelingen betreffende het zwangerschaps- verlof zijn ook aangepast om rekening te houden met de beschermingsmaatregelen die worden opgelegd in richtlijn 92/85/EEG van de Raad van 19 oktober 1992 inzake de tenuitvoerlegging van maatregelen ter bevordering van de verbetering van de veiligheid en de gezondheid op het werk van werkneemsters tijdens de zwangerschap, na de bevalling en tijdens de lacta- tie.

Zo wordt prenataal verlof verleend om zwangere werkneemsters die in dienstactiviteit zijn, in staat te stellen naar medische onderzoeken te gaan wanneer deze niet buiten de diensturen kunnen plaatsvinden. Dat verlof wordt gelijkgesteld met een periode van dienstactiviteit.

In de ontworpen bepalingen moet rekening worden gehouden met deze beschermingsmaatre- gelen. Dat geldt ook voor het nachtwerk dat vrouwen tijdens hun zwangerschap verrichten.

De ontworpen bepalingen moeten dienovereen- komstig op die verscheidene punten worden aange- vuld.»

Het advies van de Raad van State stuurt dus niet aan op een schrapping van het recht op borstvoe- dingsverlof, integendeel, het pleit voor bijkomende bescherming van het moederschap, zoals prenataal verlof voor medische onderzoeken en de nodige bepa- lingen in verband met nachtwerk dat vrouwen tijdens hun zwangerschap verrichten.

Bovendien past het in dit verband te verwijzen naar de aanbevelingen van de Commissie van de Europese Gemeenschappen [COM (2000) 466] betreffende de tenuitvoerlegging van de in het advies vermelde richt-

l'avis. Dans ce document, la Commission recommande notamment de prévoir une protection spécifique pour les femmes qui travaillent dans les forces armées, pour celles qui travaillent dans la police et pour celles qui exercent certaines activités spécifiques au sein des services de protection civile.

Le § 4 de l'article 120 n'a cependant pas été repris dans le projet gouvernemental du 22 novembre 2000 qui a été soumis aux membres de la commission de la Défense nationale de la Chambre des représentants. Cette suppression s'est faite sans concertation avec les organisations syndicales. En réponse à une demande d'explications de l'auteur de la présente proposition de loi (n° 2-532, *Annales* n° 2-134, du 5 juillet 2001), le ministre de la Défense, M. Flahaut, a déclaré que l'on avait en cela suivi l'avis du Conseil d'État qui prône un alignement pur et simple sur le système appliqué au sein de la fonction publique.

La loi du 22 mars 2001 modifiant certaines dispositions relatives aux statuts du personnel militaire, qui a été publiée au *Moniteur belge* du 7 avril 2001, ne prévoit donc plus le droit au congé d'allaitement pour les femmes militaires. On a donc supprimé ainsi un droit acquis et, qui plus est, sans concertation.

Depuis le mois d'avril 2001, le personnel féminin n'a plus d'autre possibilité que de demander un congé parental ou un autre type de congé, comme l'a indiqué le ministre Flahaut dans sa réponse à la demande d'explications précitée: «Bien que le terme 'congé d'allaitement' n'existe plus, le militaire féminin peut faire usage des mesures suivantes pour allaiter son enfant: congé parental, retraits temporaires d'emploi pour interruption de carrière, pour raisons familiales et par convenance personnelle.»

Cette réponse est inacceptable; le congé parental et les autres congés proposés ont une autre raison d'être. Le congé parental est un congé spécifique qu'un père ou une mère peuvent prendre au cours d'une période durant laquelle ils jugent qu'il est souhaitable qu'ils consacrent davantage de temps à s'occuper de leur(s) enfant(s). Le choix d'allaiter est également un choix explicite de la mère, mais il ne saurait être réduit à un choix hautement individuel réservé aux quelques mères qui peuvent se le permettre ou qui ont la possibilité légale de réduire leur temps de travail à cette fin.

6. Notre proposition: le droit au congé d'allaitement et aux pauses d'allaitement pendant le travail

La présente proposition prévoit l'instauration du droit à un congé d'allaitement d'une durée de trois mois pour les femmes qui font partie du personnel militaire, avec maintien de l'intégralité de leur rémunération. Le congé d'allaitement est un congé spécifi-

lijn 92/85/EEG. In het document van de Commissie wordt onder meer een specifieke bescherming aanbevolen voor het vrouwelijk personeel van de politiediensten, het vrouwelijk militair personeel en voor vrouwen die andere specifieke activiteiten vervullen in het kader van de civiele bescherming.

Paragraaf 4 van artikel 120 werd echter niet meer overgenomen in het regeringsontwerp van 22 november 2000 dat aan de leden van de commissie voor de Landsverdediging in de Kamer van volksvertegenwoordigers werd voorgelegd. En dit gebeurde zonder overleg met de vakorganisaties. In antwoord op een vraag om uitleg van de indienst van het voorliggend wetsvoorstel (nr. 2-532, *Handelingen* nr. 2-134, van 5 juli 2001) antwoordde minister van Landsverdediging Flahaut dat hiervoor het advies opgevolgd werd van de Raad van State, namelijk «volledig en eenvoudigweg het systeem van het openbaar ambt te volgen».

In de wet tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de statuten van het militair personeel, die dateert van 22 maart 2001 en die op 7 april 2001 werd gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad*, wordt het recht op borstvoedingsverlof voor vrouwen bij het militair personeel dus niet meer opgenomen. Hiermee werd een verworven recht zonder overleg afgeschaft.

De enige mogelijkheid die er na april 2001 voor het vrouwelijk personeel rest is de aanvraag van ouderschapsverlof of een andere verlofregeling, zoals ook minister Flahaut antwoordde op de reeds aangehaalde vraag om uitleg: «Bien que le terme 'congé d'allaitement' n'existe plus, le militaire féminin peut faire usage des mesures suivantes pour allaiter son enfant: congé parental, retraits temporaires d'emploi pour interruption de carrière, pour raisons familiales et par convenance personnelle.»

Dit antwoord is niet aanvaardbaar; ouderschapsverlof en de andere voorgestelde verlofregelingen bestaan om een andere reden. Ouderschapsverlof is een specifiek verlof dat een vader of moeder kan opnemen in een periode waarin zij het wenselijk achten meer tijd te kunnen besteden aan de zorg voor hun kind(eren). Het geven van borstvoeding is eveneens een expliciete keuze van de moeder, maar mag niet herleid worden tot een allerindividueelste keuze waar enkel moeders die het zich kunnen veroorloven of die de wettelijke voorziening krijgen hun arbeidstijd voor verminderen.

6. Ons voorstel: het recht op borstvoedingsverlof en borstvoedingspauzes tijdens het werk

Dit voorstel voorziet in de (her)invoering van het recht op borstvoedingsverlof van 3 maanden voor vrouwen bij het militair personeel, met een bezoldiging van 100% van het loon. Borstvoedingsverlof is een specifiek verlof dat correct moet worden vergoed,

que auquel doit être attachée une rémunération correcte, dans l'intérêt de la santé de la mère et de la santé de l'enfant. À l'instar de la protection prévue en faveur des femmes qui exercent d'autres professions à risques, il faut prévoir, en faveur des femmes militaires, le droit d'allaiter leur enfant dans des conditions optimales.

La présente proposition prévoit en outre l'octroi du droit à des pauses d'allaitement rémunérées pouvant atteindre deux heures par jour jusqu'à ce que l'enfant ait atteint l'âge d'un an. Ces pauses doivent permettre à une mère qui travaille de continuer à allaiter son enfant après avoir repris son travail au terme du congé de maternité et d'un éventuel congé d'allaitement. La mère peut utiliser la pause qui lui est octroyée pour allaiter son enfant ou pour tirer son lait.

Il est loisible à la mère de scinder ladite période de deux heures, si bien qu'elle peut choisir de scinder sa pause d'allaitement en deux pauses d'une heure ou arriver une heure plus tard au travail et repartir une heure plus tôt (auquel cas elle bénéficie d'un raccourcissement de son temps de travail, conformément à ce que prévoit la nouvelle convention de l'OIT sur la protection de la maternité). Pour concrétiser ce droit, il y a lieu de tenir compte à la fois de la réalité organisationnelle de l'entreprise et de la réalité des besoins de l'enfant et de la mère active. La période de deux heures est assimilée à une période de travail et rémunérée comme telle.

*
* *

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

L'article 50 de la loi du 13 juillet 1976 relative aux effectifs en officiers et aux statuts du personnel des forces armées, remplacée par la loi du 22 mars 2001, est complétée par le paragraphe suivant :

« § 4. À l'expiration de son congé de maternité, la militaire a droit, à sa demande, à un congé d'allaitement dont la durée ne peut excéder trois mois, avec maintien de son salaire complet. Le congé

in het belang van de gezondheid van moeder en kind. In de lijn van de bescherming van het moederschap van vrouwen in andere risicovolle beroepen moeten de vrouwelijke leden van het militair hun kind in optimale omstandigheden borstvoeding kunnen geven.

Ten tweede voorziet dit wetsvoorstel in de invoering van het recht op twee uur betaalde borstvoedingspauze per dag tot het kind de leeftijd van één jaar bereikt heeft. Die pauzes moeten het voor een werkende moeder mogelijk maken de borstvoeding verder te zetten nadat ze haar werk heeft hervat na moederschaps- en eventueel borstvoedingsverlof. De pauze kan door de moeder gebruikt worden om het kind effectief borstvoeding te geven of om moedermelk af te kolven.

Het staat de moeder vrij om de periode van twee uur op te splitsen. Zo kan zij de borstvoedingspauze opsplitsen in twee pauzes van een uur of er opteren om een uur later toe te komen op het werk en het werk ook een uur vroeger te verlaten (wat neerkomt op een arbeidsduurverkortung, zoals voorgesteld in het nieuwe Verdrag op de moederschapsbescherming van de IAO). Bij de praktische invulling van het recht moet zowel rekening gehouden worden met de organisatorische realiteit van de onderneming als met de realiteit van de noden van het kind en van de werkende moeder. De periode van twee uur wordt beschouwd als arbeidstijd en wordt als dusdanig vergoed.

Sabine de BETHUNE.

*
* *

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid als bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Artikel 50 van de wet van 13 juli 1976 betreffende de getalsterkte aan officieren en de statuten van het personeel van de Krijgsmacht, vervangen bij de wet van 22 maart 2001, wordt aangevuld met de volgende paragraaf :

« § 4. Bij het verstrijken van haar moederschapsverlof heeft een vrouwelijke militair, op haar vraag, recht op een borstvoedingsverlof van maximaal drie maanden met behoud van haar volledige loon. Het borst-

d'allaitement est assimilé à une période de service actif.

Si une militaire préfère les pauses d'allaitement au congé d'allaitement ou si, à l'expiration de son congé d'allaitement, elle souhaite continuer à allaiter partiellement son enfant, elle a droit à deux heures de dispense d'activité par jour jusqu'à ce que son enfant ait atteint l'âge d'un an. Pour pouvoir prétendre au maintien de sa rémunération, elle doit avertir préalablement son commandant de corps et produire un certificat médical attestant qu'elle allaite son enfant.»

21 juillet 2003.

voedingsverlof wordt gelijkgesteld met een periode van werkelijke dienst.

Indien een vrouwelijke militair borstvoedingspauzes verkiest boven borstvoedingsverlof, of indien zij bij het verstrijken van het borstvoedingsverlof de borstvoeding gedeeltelijk wenst verder te zetten, heeft zij recht op twee uur per dag vrijstelling van activiteit tot het kind de leeftijd van één jaar heeft bereikt. Om gerechtigd te zijn op het behoud van loon stelt zij de korpscommandant vooraf op de hoogte en legt zij een geneeskundig attest voor waaruit blijkt dat zij haar kind borstvoeding geeft.»

21 juli 2003.

Sabine de BETHUNE.